

# La gauche fait passer le salaire minimum

**GENÈVE** Le salaire horaire minimum à 23 francs de l'heure a convaincu. Un succès notoire pour la gauche, qui remporte aussi l'initiative «Zéro pertes». La droite s'inquiète pour des branches déjà sinistrées par la crise

LAURE LUGON ZUGRAVU

[@LaureLugon](#)

L'obstination aura finalement payé. Pour la gauche et les syndicats, cette fois-ci est la bonne. Après deux refus populaires, en 2011 et en 2014 au niveau cantonal puis fédéral, le salaire minimum s'offre une entrée triomphale à Genève, à 58%. Le plancher horaire sera donc fixé à 23 francs de l'heure, soit 4100 francs par mois. Cela touche 6,3% de la population. La crise sanitaire a sans doute donné un coup de pouce décisif à cette initiative lancée par la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), braquant les projecteurs sur les professions précaires. Elle entraîne dans son sillage une deuxième victoire de la gauche, l'initiative «Zéro pertes» étant acceptée sur le fil, à 50,03%.

## «Réponse au dumping salarial»

La gauche de la gauche a de quoi exulter: «J'y vois une prise de conscience favorisée par la crise du covid, mais aussi un rebond sur l'initiative de l'UDC pour fermer les frontières, se réjouit Pierre Vanek, d'Ensemble à gauche. Le salaire minimum est en effet la réponse alternative au dumping salarial.» Même discours au Parti socialiste: «La solution pour l'emploi n'est pas d'empêcher la libre circulation mais bien de protéger les travailleurs en évitant la sous-enchère, estime Thomas Wenger. Sans le salaire minimum, c'est à l'aide sociale de compenser les basses rémunérations.» Pour lui, les entreprises incriminées peuvent faire un effort supplémentaire sans être obligées de mettre la clé sous le paillason, en répercutant par exemple une partie du salaire sur les clients.

Le problème, c'est que les branches qui paient mal ne roulent pas sur l'or, rappelle la droite, désappointée, qui craint des faillites supplémentaires ou des licenciements dans des secteurs déjà sinistrés par la crise. «Des petits patrons vont devoir licencier. On



MAURO POGGIA  
CONSEILLER D'ÉTAT MCG

## «On ne voudrait pas que les résidents fassent les frais de cette initiative»

va maintenant rentrer dans le dur en matière de casse sociale», prévient Vincent Subilia, député PLR et directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG). On parle de la restauration, déjà exsangue à cause la pandémie; du nettoyage, en piètre forme pour les mêmes raisons; du commerce de détail, qui souffre aussi de la concurrence française. Pour les petits commerces notamment, la pilule sera amère. «On va donc renvoyer les Genevois faire leurs courses en France», résume, consterné, le PDC Jacques Blondin.

Ce n'est pas l'unique souci de la droite: «C'est une mise à mal du partenariat social, estime Bertrand Reich, président du PLR. Pour le commerce de détail notamment, dont la CCT est entrée en vigueur en avril dernier et qui prévoit un salaire minimum plus bas. Ça va occasionner une hausse des coûts et un renchérissement des produits.» Il conclut, mi-dépit, mi-ironique: «Espérons que les Genevois seront conséquents et donc prêts à payer davantage pour les produits locaux.» Du côté du Conseil d'Etat, ce oui fait craindre de futurs tracasseries: dénonciations éventuelles de CCT (50% des salariés sont conventionnés à Genève), dont certaines pourraient saisir l'opportunité de s'aligner vers le bas, difficultés quant aux contrôles, exigence de rencontrer les partenaires sociaux rapidement. Le conseiller d'Etat Mauro Poggia en profite pour embrayer sur une inquiétude

chère à son parti, le MCG: l'appel d'air aux travailleurs frontaliers. «Avec un salaire minimum français à 1500 euros, le risque existe que, pour 4000 francs, les employeurs préfèrent des collaborateurs mieux qualifiés que les personnes non qualifiées actuellement en poste. On ne voudrait pas que les résidents fassent les frais de cette initiative.» Du pain béni pour son parti, comme on peut le constater par la voix du député Patrick Dimier: «On fait le lit des frontaliers, car ce seront eux les premiers bénéficiaires de cette initiative.» Crainte aussi pour les emplois de solidarité, rémunérés en dessous du seuil voté: «L'Etat va-t-il mettre la différence ou les entreprises sans capacité supplémentaire pour les emplois de solidarité vont-elles licencier?» interroge Mauro Poggia.

## «Difficile de faire passer notre discours»

Reste que c'est une sévère défaite pour la droite, qui se réveille sonnée, consciente de ne s'être pas assez battue pour une affaire qu'elle croyait pliée. «Il était difficile de faire passer notre discours sans nous voir accusés de vouloir maintenir les gens dans la pauvreté, admet Delphine Bachmann, présidente du PDC Genève. Plutôt que de combattre les initiatives de la gauche, la droite et le centre doivent être des forces de proposition, dans la lutte contre la sous-enchère, la sous-traitance ou encore le soutien aux petites entreprises.»

Portée par ses succès, la gauche emporte aussi, à un cheveu, l'initiative «Zéro pertes» réclamant le renforcement de la progressivité de l'impôt et la lutte contre la concurrence fiscale intercantonale. Une victoire avant tout symbolique sur laquelle la gauche saura capitaliser à défaut de récolter des effets concrets. Car la ministre des Finances, Nathalie Fontanet, appuyée par le président du Conseil d'Etat, Antonio Hodgers, ont fait savoir que cette initiative ne changerait rien du tout, jouant habilement sur son côté dépassé – elle avait en effet été déposée pour contrer RFFA, adopté depuis: pas d'effet rétroactif, pas de nouvelles réformes fiscales fédérales à l'horizon, donc fin de l'histoire. Celle qui commence avec l'instauration du salaire minimum n'a en revanche pas fini de faire parler. ■